

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 1924

Projet de loi

relatif aux statuts de la Société anonyme belge des entrepôts frigorifiques (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. WAUVERMANS.

MESSIEURS,

Votre Commission spéciale a consacré trois séances à l'examen du « projet de loi relatif aux statuts de la Société anonyme des établissements frigorifiques ».

L'intitulé du projet a été considéré par la majorité de la Commission, comme définissant exactement la mission limitée et précise qui lui était confiée.

Le Parlement, en suite de délibérations dans chacune des deux Chambres, a manifesté la volonté que fin soit mise à l'exploitation par l'État de ses établissements frigorifiques.

Le Gouvernement a pris acte de l'expression de cette volonté.

Il a déclaré qu'il s'y conformait.

Il a annoncé qu'il poursuivait les mesures d'exécution. Cette déclaration a été accueillie sans protestations.

Il a donc été procédé à une adjudication concours, dont les résultats sont soumis à la Commission, et dont la conclusion réclame l'intervention préalable de la Législature, à raison de l'aliénation des biens domaniaux qu'elle comporte et entraîne.

Sans doute le Parlement peut revenir sur ce qui apparaît comme une décision à laquelle le Gouvernement s'est conformé et dont il poursuit l'exécution.

Rien n'interdit à ceux qui estimeraient fâcheux l'abandon par l'État à l'industrie privée de cette exploitation de faire appel au Parlement, et de tenter la

(1) Projet de loi, n° 6.

(2) La Commission, était composée de MM. De Bue, président, Corq, Fieullien, Houssaux, Huysmans, Pierco, Soudan, Wauters et Wauvermans.

démonstration que sa décision aurait été surprise ou mal interprétée ou bien que des considérations non encore produites, des faits nouveaux, exigeraient qu'elle soit rapportée.

De même il leur appartient encore d'établir que — le principe de l'aliénation étant accepté — d'autres modalités de réalisations auraient pu être ou pourraient être envisagées.

Les adversaires du projet n'ont pas omis d'ouvrir cette discussion devant la Commission. Des arguments nombreux et contradictoires ont été produits.

La Commission a estimé qu'elle concernait une matière dont elle n'était plus saisie : Un appel a été fait en vue de fournir le plan d'une société d'exploitation. Le champ a été laissé libre à toutes les propositions. Deux soumissions seulement ont été formulées. Y a-t-il lieu d'admettre une d'entre elles et laquelle?

Par 5 voix contre 3 la Commission a estimé que là devait se borner sa mission, soit apprécier si, dans les circonstances présentes, et en présence des résultats de l'appel à des soumissionnaires, il y a lieu « d'autoriser le Gouvernement à participer à la formation d'une société anonyme belge des entrepôts frigorifiques » (art. 1).

. . .

La Commission a donc comparé les deux projets qui lui étaient soumis.

Ils forment chacun un ensemble complet qui ne serait pas susceptible d'être modifié ou amendé, si le Gouvernement ne s'était « réservé une absolue liberté d'appréciation et de conclusion » (cahier des charges, art. 3).

L'État, qui est en droit de repousser toutes les offres, est libre, en effet, de n'accueillir l'une d'elles, que moyennant acceptation par le soumissionnaire de son choix, de certains amendements ou modalités.

Il n'est pas inutile de rappeler, pour bien apprécier les modalités et clauses de fonctionnement proposées par les soumissionnaires, qu'aux termes du cahier des charges l'État provoque la création d'une société à laquelle il apporte « son aide » (art. 1^{er}). L'État entend que la société à constituer ait le caractère des affaires privées, dont elle aura à acquérir « le caractère et les pratiques » (art. 3c).

Bien que devant demeurer le principal intéressé de la société, à raison de son apport — à valeur d'établissement de près de 30 millions et actuelle de 20 millions environ — l'État consent à abandonner à des hommes d'affaires, la gestion journalière de l'entreprise, conservant la main haute sur son orientation ».

Les points principaux qui devaient préoccuper la Commission dans l'examen des deux projets, consistaient évidemment dans l'examen des clauses de nature à garantir les droits de l'État, au regard de cette orientation et du rendement de son apport.

Le cahier des charges avait réclamé en ce qui concerne la première garantie les droits découlant de la puissance des votes à lui attribuer à raison des apports et un droit de veto « suspensif » de toute décision contraire aux intérêts de la collectivité belge ».

A cet égard les deux projets inscrivent -- par dérogation à l'article 74 de la loi sur les sociétés -- le droit de l'État de prendre part aux votes dans les assemblées, avec la totalité des actions qu'il possède, sans limitation. (B. O. art. 28; A. O. art. 32.)

Cette disposition empêche qu'aucun acte de la compétence de l'assemblée générale, aux termes de la loi ou des statuts, soit posé sans l'agrément de l'État, aussi longtemps qu'il conservera un intérêt égal à la moitié du capital! Il peut refuser l'approbation des bilans, poursuivre la révocation des membres du Conseil, exercer toutes actions en responsabilité, imposer toutes directives, l'assemblée générale étant le pouvoir souverain. Même si l'intérêt de l'État descendait jusqu'au quart, il serait encore maître de s'opposer à toute modification aux statuts. Cette constatation écarte les critiques formulées, relatives à certaines dispositions du fonctionnement.

En ce qui concerne la gestion journalière, le projet de statuts porte, sans doute, des restrictions au droit du plus fort actionnaire. Il cède à la minorité la majorité dans le Conseil d'Administration. Le projet B. O. lui en refuse même en fait la désignation. Une assemblée générale qui ne peut désigner d'autres administrateurs que les candidats qui lui sont proposés, n'exerce que des droits illusoires; il suffit, en effet, que le nombre des candidats soit égal à celui des mandats à conférer. La même observation s'applique à la nomination des commissaires réservée à la minorité dans le même projet (art. 19).

Reste le droit de veto : Dans le projet B. O. il peut s'exercer à l'intervention des administrateurs désignés par l'État, contre « tous les actes leur paraissant contraires aux intérêts généraux de la collectivité nationale; *dans la mesure où il seraient affectés par l'orientation donnée aux affaires de la société* » (art 11). Le projet A. O. reprenant les termes généraux et sans réserves du cahier des charges, prévoit le veto suspensif de toute décision qui paraîtrait au mandataire de l'État « contraire aux intérêts de la collectivité belge » (art 12).

Si la seconde formule est plus nette, la différence de rédaction n'offre toutefois pas une bien grande importance pratique : le droit de veto accordé à la minorité des membres du Conseil n'a qu'une valeur de mesure conservatoire, alors que celui qui peut l'exercer dispose de la majorité dans l'assemblée.

L'attention de la Commission s'est également portée de façon spéciale sur la rémunération des apports de l'État, selon l'un et l'autre plan.

Il résulte des chiffres fournis et consignés dans le tableau reproduit en annexe que la proposition de l'A. O. est plus favorable que celle de la B. O. aussi longtemps que le bénéfice brut ne dépasse pas 5 millions.

En effet, l'on ne peut faire abstraction des sommes de 380,000 francs et 1,330,000 francs qui y figurent, alors même qu'elles ne feraient pas l'objet d'une répartition immédiate.

De plus, dans le projet A. O. l'État est assuré d'une rémunération de 1,800,000 fr. On ne peut envisager l'hypothèse de l'apport en société avec la pensée que le bénéfice descendrait en dessous de cette somme. Et si un exercice clôturait en déficit, il y aurait récupération sur les bénéfices des exercices ultérieurs. L'État serait, en tous cas, assuré d'une rémunération,

Mais à partir du chiffre de 5 millions la situation subit un renversement complet

et c'est ce qui assure à la proposition B. O. une incontestable supériorité, si l'on a foi, comme on doit l'avoir, en l'avenir de l'entreprise.

Celle-ci se consolide non pas au profit du capital nouveau mais de l'Etat. Le projet B. O. est à cet égard bien plus favorable encore.

S'il est vrai, enfin, que la somme des bénéfices revenant au Conseil d'Administration est plus considérable dans le projet B. O., la répartition de la somme inférieure prévue dans le projet A. O. est bien plus élevée dans la répartition individuelle à chacun des bénéficiaires.

La Commission ne peut cependant d'attirer l'attention sur le montant des tantièmes susceptibles de grever l'exploitation, et le nombre statutaire élevé des membres d'un conseil d'administration — dont la mission n'est pas la gestion journalière. Sans doute les sociétés anonymes ont aujourd'hui coutume d'allouer un tantième de 10 et même de 15 p. c. à leurs conseils d'administration. Mais il est à observer que c'est là affaire des associés engageant leurs capitaux personnels vis-à-vis d'administrateurs courant des risques particuliers et engageant une responsabilité bien différente de celle d'administrateurs en partie désignés par l'Etat.

En suite des observations formulées, les auteurs du B. O. pressentis ne se sont pas déclarés opposés à accepter certaines modifications. Elles forment l'objet des amendements qui ont été depuis distribués par le Gouvernement. La Commission a apprécié que celles-ci ne portent que sur des points de détail et secondaires.

C'est dans ces conditions que la Commission — tout bien pesé — a, à la majorité, accordé ses préférences au projet de la B. O. et estimé que c'est sur les bases générales de celui-ci et aux fins de sa réalisation qu'il convient d'accorder au Gouvernement l'autorisation de constitution de société qu'il sollicite.

Le texte qu'elle propose à ces fins, à votre adoption est analogue à l'amendement présenté par la Section centrale chargée de l'examen du projet de loi concernant l'abandon des travaux de la jonction Bruxelles Nord-Midi. (*Doc. parl.*, session 1923-24, n° 266.)

Mais elle exprime le vœu que celui-ci, au cours de négociations nouvelles, parviendra à la subordonner à des conditions sauvegardant encore davantage les intérêts de l'Etat.

Le Président,

XAVIER DE BUE.

Le Rapporteur,

P. WAUWERMANS.

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION.

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à faire apport à une société anonyme à constituer à son intervention, des installations frigorifiques, entrepôts et

TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD.

EERSTE ARTIKEL.

De Regeering wordt er toe gemachtigd bij eene door hare tusschenkomst tot stand te brengen naamloze vennootschap inbreng te doen van de koel-

matériel de toute nature possédés par lui.

Cette société sera constituée aux clauses et conditions à déterminer par le Gouvernement. Les statuts pourront déroger à l'article 74, alinéa 2, de la loi sur les sociétés commerciales.

ART. 2.

L'acte constitutif de la société visée à l'article qui précède sera exempt du timbre, et de tous droits d'enregistrement ou de transcription.

en vriesinrichtingen, stapelhuizen en allerhande materieel welke zij bezit.

Deze vennootschap wordt gevestigd volgens de bepalingen en op de wijzen door de Regeering aan te duiden.

De standregelen mogen afwijken van artikel 74, lid 2, der wet op de handelsvennootschappen.

ART. 2.

De akte van vestiging der Vennootschap, bij voorafgaand artikel voorzien, is vrijgesteld van het zegelrecht en van al de registratie en overschrijvingsrechten.

Tableau comparatif des répartitions selon les

Répartition.	Bénéfice brut : 3.000.000		Bénéfice brut : 4.000.000	
	B. O.	A. O. (hyp. II)	B. O.	A. O. (hyp. II)
Bénéfice brut	3.000.000	3.000.000	4.000.000	4.000.000
Redevance à l'Etat (A. O.)	—	1.800.000	—	1.800.000
1 ^{er} reste	3.000.000	1.200.000	4.000.000	2.200.000
Amortissement (B. O. et A. O.)	800.000	800.000	800.000	800.000
2 ^e reste	2.200.000	400.000	3.200.000	1.400.000
Réserve légale 5 p. c. (B. O. et A. O.)	110.000	20.000	160.000	70.000
3 ^e reste	2.090.000	380.000	3.040.000	1.330.000
Dividende 6 p. c. (B. O. et A. O.)	1.200.000	—	1.200.000	—
4 ^e reste	890.000	380.000	1.840.000	1.330.000
10 p. c. au Conseil (B. O. et A. O.)	89.000	—	184.000	—
2 ^e dividende (B. O.)	400.000	—	400.000	—
20 p. c. remboursem. du capital (A. O.)	—	—	—	—
7,5 p. c. au personnel (B. O.)	66.750	—	138.000	—
Total	555.750	—	722.000	—
5 ^e reste	334.250	380.000	1.118.000	1.330.000
Superdividende (5 ^e reste)	334.250	—	1.118.000	1.330.000
A l'Etat 7/8 (B. O.)	292.470	—	978.250	—
Au groupe 1/8 (B. O.)	41.780	—	139.750	—
A l'Etat 1/4 (A. O.)	—	—	—	—
Au groupe 3/4 (A. O.)	—	—	—	—
Récapitulation :				
A l'Etat	1.732.470	1.800.000	2.418.250	1.800.000
Au groupe	201.780	—	299.750	—
Au Conseil	89.000	—	184.000	—
Au personnel	66.750	380.000 (reporté à nouveau)	138.000	1.330.000 disponible pour dividende au capital

projets B. O. et A. O. (Premier exercice social.)

ANNEXE.

Bénéfice brut : 5.000.000		Bénéfice brut : 6.000.000		Bénéfice brut : 7.000.000	
B. O.	A. O. (hyp. II).	B. O.	A. O. (hyp. II).	B. O.	A. O. (hyp. II).
5.000.000	5.000.000	6.000.000	6.000.000	7.000.000	7.000.000
—	1.800.000	—	1.800.000	—	1.800.000
5.000.000	3.200.000	6.000.000	4.200.000	7.000.000	5.200.000
800.000	800.000	800.000	800.000	800.000	800.000
4.200.000	2.400.000	5.200.000	3.400.000	6.200.000	4.400.000
210.000	120.000	260.000	170.000	310.000	220.000
3.990.000	2.280.000	4.940.000	3.230.000	5.890.000	4.180.000
1.200.000	1.500.000	1.200.000	1.500.000	1.200.000	1.500.000
2.790.000	780.000	3.740.000	1.730.000	4.690.000	2.680.000
279.000	78.000	374.000	173.000	469.000	268.000
400.000	—	400.000	—	400.000	—
—	156.000	—	346.000	—	536.000
209.250	—	280.500	—	351.750	—
888.250	234.000	1.054.500	519.000	1.220.750	804.000
1.901.750	546.000	2.685.500	1.211.000	3.469.250	1.876.000
1.901.750	546.000	2.685.500	1.211.000	3.469.250	1.876.000
1.664.030	—	2.349.810	—	3.035.600	—
237.720	—	335.690	—	433.650	—
—	136.500	—	302.750	—	469.000
—	409.500	—	908.250	—	1.407.000
3.104.030	3.393.780	3.789.810	3.727.230	4.475.600	4.060.680
397.720	608.220	495.690	1.129.770	593.650	1.651.320
279.000	78.000	374.000	173.000	469.000	268.000
209.250	—	280.500	—	351.750	—

(8)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 DECEMBER 1924.

Wetsontwerp

betreffende

de statuten van de Naamlooze Vennootschap der Koel- en Vriespakhuisen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

Uwe Commissie heeft drie vergaderingen gewijd aan het onderzoek van het « Wetsontwerp betreffende de statuten van de Naamlooze Vennootschap der Koel- en Vriespakhuisen ».

De meerderheid van de Commissie was van oordeel dat de betiteling van het ontwerp als eene juiste bepaling kon gelden van de beperkte en preciese opdracht welke de hare was.

In gevolge de beraadslagingen in beide Kamers, heeft het Parlement den wil geuit een einde te stellen aan het staatsbedrijf de koelinrichtingen betreffende.

De Regeering heeft van deze wilsuiking akte genomen. Zij heeft verklaard zich daaraan te gedragen.

Zij heeft aangekondigd dat zij maatregelen ter uitvoering ging nemen. Die verklaring werd zonder verzet ontvangen.

Er werd dus overgegaan tot een toewijzing bij inschrijving, waarvan de uitslagen aan de Commissie werden onderworpen, en die de voorafgaande tussenkomst eischt van de Wetgeving, wegens de vervreemding der domeingoederen die daarbij behoort en er het gevolg van is.

Ongelwijfeld kan het Parlement terugkomen op hetgeen een beslissing blijkt, welke de Regeering heeft aangenomen en waarvan zij de uitvoering vervolgt.

Degenen die zouden denken dat de afstand van dit bedrijf door den Staat aan de private nijverheid een schadelijke operatie is, mogen zich op het Parlement beroepen en trachten te bewijzen dat zijne beslissing bij verrassing werd getroffen

(1) Wetsontwerp, n° 6.

(2) De Commissie bestond uit de heeren De Bue, voorzitter, Cocq, Fieullien, Housiaux, Huysmans, Pierco, Soudan, Wauters en Wauwermans.

of slecht geïnterpreteerd, of nog dat nieuwe beschouwingen, nienwe feiten zouden eischen dat op die beslissing worde teruggekommen.

Het staat hun eveneens vrij te bewijzen dat — het beginsel der vervreemding aangenomen zijnde — andere wijzen van omzetting hadden kunnen of nog kunnen in aanmerking genomen worden.

De tegenstanders van het ontwerp hebben niet nagelaten deze betwisting bij de Commissie in te leiden. Talrijke en tegenstrijdige argumenten werden aangebracht. De Commissie was van oordeel dat die betwisting buiten het kader van hare bevoegdheid ging. Een oproep werd gedaan om het plan te leveren van eene bedrijfsmaatschappij. Alle voorstellen mochten zich vrij uiten. Slechts twee inschrijvingen werden ingediend. Moet een dezer worden aangenomen en dewelke?

De Commissie heeft met 5 tegen 3 stemmen beslist dat hare taak er zich moest bij beperken te oordeelen of, in de huidige omstandigheden en gezien de uitslagen van het oproepen der inschrijvers, het noodig is « de Regeering te machtigen deel te nemen aan de oprichting van de Naamlooze Belgische Vennootschap der Koel- en Vriespakhuisen » (art. 1).

. . .

De Commissie heeft dus de beide bij haar aanhangig gemaakte ontwerpen vergeleken.

Zij vormen ieder een volledig geheel dat niet zou kunnen gewijzigd of verbeterd worden, bijaldien de Regeering zich niet « eene volkomene vrijheid van oordeel en besluit had voorbehouden » (kohier van lasten, art. 3).

De Staat die gerechtigd is alle aanbiedingen af te wijzen, is, inderdaad, vrij een dezer te aanvaarden, mits zijn verkozen inschrijver in zekere verbeteringen of modaliteiten toestemt.

Ten einde de door de inschrijvers voorgestelde wijzen en bedingen van werking goed te kunnen beoordeelen, is het niet zonder nut er aan te herinneren dat, naar luid van het lastenkohier, de Staat de oprichting uitlokt van een vennootschap aan welke hij zijne medehulp belooft (art. 1).

De Staat houdt er aan dat de op te richten vennootschap het karakter hebbe van eene private zaak, waarvan zij den aard en de praktijken moet zien te verkrijgen (art. 3, c.).

Hoewel hij, wegens zijn inbreng, — ter waarde, bij de inrichting, van nagenoeg 30 millioen en thans van ongeveer 20 millioen — de grootste belanghebbende in de vennootschap moet blijven, stemt de Staat er in toe « aan zaaklieden het dagelijksch beheer der onderneming over te laten, en de hooge hand over hare richting te behouden ».

De voorname punten welke de Commissie moesten bezighouden bij het bestudeeren van beide ontwerpen, bestonden blijkbaar in het onderzoek van de bedingen die de rechten van den Staat moeten waarborgen, gezien deze richting en de rendeeing van zijn inbreng.

Wat den eersten waarborg betreft, had het lastenkohier de rechten geëischt wegens de toe te kennen stemkracht uit hoofde van den inbreng, alsmede een recht van « veto » door hetwelk zijn vertegenwoordigers « alle beslissingen, welke

nadeelig zouden blijken voor de interessen der Belgische gemeenschap, zullen mogen schorsen ».

Te dien opzichte, vermelden beide ontwerpen — bij afwijking van artikel 74 der wet op de vennootschappen — het recht van den Staat om deel te nemen aan de stemmingen in de vergaderingen, met het gezamenlijk getal der door hem bezeten aandeele, zonder beperking. (B. O. art. 28; A. O. art. 32).

Door deze bepaling wordt belet dat geen enkele daad tot de bevoegdheid der algemeene vergadering behoorende, naar luid van de wet of van de statuten, worde gesteld zonder de toestemming van den Staat, zoolang deze een belang bezit gelijk aan de helft van het kapitaal. Hij kan de balansrekeningen weigeren goed te keuren, de afzetting vervolgen van de leden van den Raad, alle vorderingen tot verantwoordelijkstelling uitoefenen, alle gedragslijnen voorschrijven, gezien dat de algemeene vergadering de souvereine macht bezit. Zelfs indien het belang van den Staat tot een vierde zou afdalen, zou hij nog meester zijn zich tegen elke wijziging in de statuten te verzetten. Deze vaststelling doet al de aangebrachte bezwaren, betreffende sommige bepalingen van de werking, vervallen.

Wat het dagelijksch beheer betreft, behelst het ontwerp der standregelen ongetwijfeld beperkingen van het recht van den sterksten aandeelhouder. Het staat aan de minderheid de meerderheid af in den Beheerraad.

Het ontwerp B. O. weigert hem zelfs feitelijk het recht van benoeming. Een algemeene vergadering welke geene andere beheerders mag benoemen dan de voorgedragen candidaten, oefent denkbeeldige rechten uit; het volstaat, inderdaad, dat het aantal candidaten gelijk zij aan dat der te begeven mandaten. Dezelfde bemerking geldt voor de benoeming der commissarissen, welke in hetzelfde ontwerp aan de minderheid wordt voorbehouden (art. 19).

Blijft het recht van « veto ». In het ontwerp B. O. kan het worden uitgeoefend door de tusschenkomst van de Beheerders, door den Staat aangewezen, tegen « ieder besluit van den Beheerraad, wanneer dat besluit hem nadeelig zal schijnen voor de algemeene interessen der Belgische gemeenschap *in de mate waarin zij zouden geschaad zijn door de wending gegeven aan de zaken der Vennootschap* » (art. 11).

Het ontwerp A. O., dat de algemeene bewoordingen van het lastenkohier overneemt, en zonder voorbehoud, voorziet het schorsend « veto » voor « alle beslissing die hem zou strijdig schijnen met de belangen van de Belgische gemeenschap » (art. 12).

Zoo de tweede formule duidelijker is, biedt echter het opstel geen groot practisch belang: het recht van « veto », aan de minderheid van de leden van den Raad gegeven, heeft slechts de waarde van een vrijwarenden maatregel, wanneer hij die het vermag uit te oefenen over de meerderheid in de vergadering beschikt.

De aandacht van de Commissie werd insgelijks op eene bijzondere wijze gevestigd op de bezoldiging van de inbrengen van den Staat, volgens een en ander plan.

Uit de opgeleverde cijfers, vermeld in de tabel als bijlage overgedrukt, blijkt dat het voorstel A. O. voordeeliger is dan het voorstel B. O. zoolang de brutowinst niet vijf millioen overschrijdt.

Inderdaad, men kan de daarop voorkomende sommen van 380,000 frank en

van 1,330,000 frank niet onvermeld laten, zelfs wanneer zij niet voor een dadelijke verdeling zouden gebruikt worden.

Daarenboven, in het ontwerp A. O. is de Staat verzekerd van eene bezoldiging van 1,800,000 frank te ontvangen.

Men kan den inbreng in vennootschap niet goed veronderstellen met de gedachte dat de winst beneden die som zoo dalen. En zoo een dienstjaar met een tekort moest sluiten, zou er eene terugwinning zijn op de winsten der latere dienstjaren. In ieder geval, zou de Staat verzekerd zijn bezoldigd te worden.

Doch van af het cijfer van 5 millioen, wordt de toestand geheel omgeworpen en dit geeft aan het voorstel B. O. een onbetwistbaren voorrang, indien men in de toekomst der onderneming vertrouwen heeft, zooals men er moet hebben.

Deze bevestigt zich niet ten profijte van het nieuwe kapitaal maar van den Staat. Het ontwerp B. O. is dienaangaande nog veel voordeeltiger.

Indien het waar is, eindelijk, dat de gezamenlijke winsten aan den Beheerraad toekomende aanzienlijk zijn in het ontwerp B. O. dan is de verdeling van de in het ontwerp A. O. voorziene lagere som veel hooger in de individueele verdeling aan ieder van de verkrijgers.

De Commissie kan echter niet nalaten de aandacht te vestigen op het bedrag der tantièmes welke het bedrijf kunnen belasten en op het statutair hoog aantal der leden van den Beheerraad, die niet het dagelijksch beheer voor opdracht hebben.

Ongetwijfeld kennen de Naamlooze Vennootschappen thans gewoonlijk een tantième toe van 10 en zelfs van 15 l. h. aan Beheerraden. Doch het moet worden aangemerkt, dat dit de vennoten aangaat, die hunne persoonlijke kapitalen verpanden tegenover beheerders die bijzondere risico's loopen en die een gansch verschillende verantwoordelijkheid aangaan dan die van beheerders gedeeltelijk door den Staat aangewezen.

In zake de uitgebrachte opmerkingen, hebben de stellers van het ontwerp B. O. verklaard zich niet te verzetten tegen sommige wijzigingen. Zij maken het voorwerp uit van amendementen die sindsdien door de Regeering werden rondgedeeld. De Commissie heeft geoordeeld dat deze vooralsnog enkel op punten van ondergeschikt belang slaan.

In deze omstandigheden, en alles goed overwogen hebbende, heeft de Commissie, bij de meerderheid harer leden, de voorkeur verleend aan het ontwerp B. O. en het oordeel te kennen gegeven dat, op de algemeene grondslagen van dit ontwerp en met het doel hetzelfde te verwezenlijken, aan de Regeering machtiging moet worden verleend om de gevraagde vennootschap te vestigen.

Zij drukt echter den wensch uit dat de Regeering, tijdens de nieuwe onderhandelingen, er zal toe komen door de Vennootschap voorwaarden te doen aannemen, welke de belangen van den Staat nog meer vrijwaren.

De tekst dien zij u daartoe voorstelt aan te nemen, komt overeen met het amendement ingediend door de Commissie belast met het onderzoek van het wetsontwerp betreffende het afzien van de Noord-Zuidverbinding te Brussel. (G. S., K., n^o 266 (1923-1924)).

De Verslaggever,

P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,

X. DEBUE.

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION

TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD.

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à faire apport à une société anonyme à constituer à son intervention, des installations frigorifiques, entrepôts et matériel de toute nature possédés par lui.

Cette société sera constituée aux clauses et conditions à déterminer par le Gouvernement. Les statuts pourront déroger à l'article 74, alinéa 2, de la loi sur les sociétés commerciales.

ART. 2.

L'acte constitutif de la société visée à l'article qui précède sera exempt du timbre, et de tous droits d'enregistrement ou de transcription.

EERSTE ARTIKEL.

De Regeering wordt er toe gemachtigd bij eene door hare tusschenkomst tot stand te brengen naamlooze vennootschap inbreng te doen van de koel- en vriesinrichtingen, stapelhuizen en allerhande materieel welke zij bezit.

Deze vennootschap wordt gevestigd volgens de bepalingen en op de wijzen door de Regeering aan te duiden.

De standregelen mogen afwijken van artikel 74, lid 2, der wet op de handelsvennootschappen.

ART. 2.

De akte van vestiging der Vennootschap, bij voorafgaand artikel voorzien, is vrijgesteld van het zegelrecht en van al de registratie en overschrijvingsrechten.

Vergelijkende tabel van de verdelingen volgen.

Verdeeling.	Bruto-winst : 3.000.000		Bruto-winst : 4.000.000	
	B. O.	A. O. (hyp. II).	B. O.	A. O. (hyp. II).
Bruto-winst	3.000.000	3.000.000	4.000.000	4.000.000
Retributie aan den Staat (A. O.) . .	—	1.800.000	—	1.800.000
1 ^e blijft	3.000.000	1.200.000	4.000.000	2.200.000
Aflossing (B. O. en A. O.)	800.000	800.000	800.000	800.000
2 ^e blijft	2.200.000	400.000	3.200.000	1.400.000
Wettel. reserve 5 t. h. (B. O. en A. O.)	110.000	20.000	160.000	70.000
3 ^e blijft	2.090.000	380.000	3.040.000	1.330.000
Dividend 6 t. h. (B. O. en A. O.) . .	1.200.000	—	1.200.000	—
4 ^e blijft	890.000	380.000	1.840.000	1.330.000
10 t. h. aan den Raad (B. O. en A. O.)	89.000	—	184.000	—
2 ^e dividend (B. O.)	400.000	—	400.000	—
20 t. h. terugbet. van het kapit. (A. O.)	—	—	—	—
7,5 t. h. aan het personeel (B. O.) . .	66.750	—	138.000	—
Totaal	555.750	—	722.000	—
5 ^e blijft	334.250	380.000	1.118.000	1.330.000
Superdividend (5 ^e blijft)	334.250	—	1.118.000	1.330.000
Aan den Staat 7/8 (B. O.)	292.470	—	978.250	—
Aan de groep 1/8 (B. O.)	41.780	—	139.750	—
Aan den Staat 1/4 (A. O.)	—	—	—	—
Aan de groep 3/4 (A. O.)	—	—	—	—
Samenvatting :				
Aan den Staat	1.732.470	1.800.000	2.418.250	1.800.000
Aan de groep	201.780	—	299.750	—
Aan den Raad	89.000	—	184.000	—
Aan het personeel	66.750	380.000 (opnieuw over- gedragen.)	138.000	1.330.000 beschikbaar voor dividend op het kapitaal.

e ontwerpen der B. O. en der A. O. (Eerste boekjaar.)

Bijlage.

Bruto-winst : 5.000.000		Bruto-winst : 6.000.000		Bruto-winst : 7.000.000	
B. O.	A. O. (hyp. II).	B. O.	A. O. (hyp. II).	B. O.	A. O. (hyp. II).
5.000.000	5.000.000	6.000.000	6.000.000	7.000.000	7.000.000
—	1.800.000	—	1.800.000	—	1.800.000
5.000.000	3.200.000	6.000.000	4.200.000	7.000.000	5.200.000
800.000	800.000	800.000	800.000	800.000	800.000
4.200.000	2.400.000	5.200.000	3.400.000	6.200.000	4.400.000
240.000	120.000	260.000	170.000	310.000	220.000
3.990.000	2.280.000	4.940.000	3.230.000	5.890.000	4.180.000
1.200.000	1.500.000	1.200.000	1.500.000	1.200.000	1.500.000
2.790.000	780.000	3.740.000	1.730.000	4.690.000	2.680.000
279.000	78.000	374.000	173.000	469.000	268.000
400.000	—	400.000	—	400.000	—
—	156.000	—	346.000	—	536.000
209.250	—	280.500	—	351.750	—
888.250	234.000	1.054.500	519.000	1.220.750	804.000
1.901.750	546.000	2.685.500	1.211.000	3.469.250	1.876.000
1.901.750	546.000	2.685.500	1.211.000	3.469.250	1.876.000
1.664.030	—	2.349.810	—	3.035.600	—
237.720	—	335.690	—	433.650	—
—	136.500	—	302.750	—	469.000
—	409.500	—	908.250	—	1.407.000
3.104.030	3.393.780	3.789.810	3.727.230	4.475.600	4.060.680
397.720	608.220	495.690	1.129.770	593.650	1.651.320
279.000	78.000	374.000	173.000	469.000	268.000
209.250	—	280.500	—	351.750	—